

pouvoir, succombèrent sous les coups de l'état-major militaire et professoral, de l'administration des Villes; aujourd'hui, poussée par les nécessités européennes, elle se décide à assembler ses enfants du dehors dans un bercail, qui s'apaise.

Les problèmes électoraux. — Une élection balkanique ne ressemble pas à une élection occidentale. Dans les États parlementaires on demande aux citoyens l'approbation de l'action passée. Il s'agit surtout d'un contrôle. Le régime n'est pas en question, ni les méthodes gouvernementales. On vote sur des questions précises, pour des partis déterminés, qui ont leur opinion faite. Une majorité se dégage, et les chefs de cette majorité sont appelés au pouvoir. Dans les Balkans, il n'en est rien. Le gouvernement est constitué moins sur un plan précis que sur des tendances partisans. S'il appelle les électeurs, c'est pour ajouter à son pouvoir. Il ne demande pas une approbation ou une désapprobation du passé, mais un blanc-seing pour l'avenir. La Ville commande. Hors de son état-major, nul n'a souci de la politique. Telle est la règle du jeu.

Mais — c'est l'intérêt des élections présentes — dans ces dernières années le jeu s'est modifié. Pour la première fois, depuis un siècle, se posent des questions qui ne sont plus politiques. Jusque-là il s'agissait d'asseoir l'État, de l'affranchir des fonctionnaires du dehors, Ottomans ou Austro-Hongrois. Cela regardait le personnel, formé aux Universités, qui désirait prendre le pouvoir. L'idée nationale sortait des Écoles, se précisait dans les Églises, se condensait dans les États. Nous appelons cela les révolutions politiques. Elles se traduisent dans des capitales par des Unités linguistiques, nationales,